

ANDOLFATTO (Dominique), GOUJON (Alexandra), dir., *Les partis politiques, ateliers de la démocratie*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, coll. « Science politique », 2016, 245 p.

Par Cédric PASSARD

IEP Lille, CERAPS

La question des relations entre partis politiques et démocratie est un thème classique de la science politique depuis les travaux fondateurs, au début du XX^e siècle, de Moisei Ostrogorski, Roberto Michels ou Max Weber entre autres. De fait, historiquement, il est largement admis que les partis politiques ont été les « enfants de la démocratie et du suffrage universel », selon la fameuse formule de ce dernier, et qu'ils ont concouru, non sans heurts et limites, à la démocratisation des systèmes politiques. L'ouvrage collectif dirigé par Dominique Andolfatto et Alexandra Goujon a le mérite d'actualiser la réflexion à partir de 14 contributions, essentiellement bâties autour d'études de cas contemporains portant sur plusieurs pays.

Le titre de l'ouvrage, *Les partis politiques, ateliers de la démocratie*, apparaît assez trompeur. D'une part, il peut laisser à penser qu'y est privilégiée la perspective de la démocratie intra-partisane, alors que le livre aborde aussi bien la démocratie interne aux partis que la contribution de ces derniers à la démocratisation des systèmes politiques. D'autre part, bien que l'introduction et la conclusion affirment, à plusieurs reprises, que « les partis constituent toujours des creusets où s'élabore, se transforme, se réinvente la démocratie » (p. 211), le titre aurait probablement mérité un point d'interrogation, tant les différentes contributions sont plus nuancées et contredisent même souvent cette affirmation peut-être exagérément « optimiste ».

L'ouvrage est divisé, de manière équilibrée quoiqu'un peu artificiellement, en trois grandes parties. La première partie, très intéressante, est probablement celle qui correspond le mieux au titre du livre ; elle questionne les tentatives de rénovation et les innovations apparemment démocratiques (élections primaires, référendums, forums militants, parité et féminisation, usage des nouveaux outils numériques...) mises en œuvre au sein des organisations partisanes dans un souci de relégitimation auprès des citoyens. La deuxième partie – dont la cohérence d'ensemble apparaît plus fragile et le lien avec la problématique générale plus distante – vise à étudier comment se développent, souvent au nom même de la démocratie, des « dérives partisanes » (essor de partis « extrêmes » ou de forces « extrêmes » au sein des partis, micro-partis...) qui interrogent, en retour, le régime démocratique. La troisième et dernière partie analyse la manière dont les transformations démocratiques affectent et recomposent le jeu politique ; elle s'intéresse notamment à l'évolution des systèmes partisans en Europe, à la lente et difficile structuration des euro-partis ou encore au rôle des partis dans différents pays en situation de transition démocratique (Russie, Ukraine, Tunisie).

L'ouvrage présente des angles d'étude variés. D'abord, par la diversité des approches disciplinaires : si la plupart des contributions (9 sur 14) émanent de politistes, les autres sont l'œuvre de juristes, d'historiens ou de « civilisationnistes ». Ensuite, par la diversité des terrains : non seulement l'ouvrage évite le tropisme franco-français (la majorité des chapitres portent sur des cas étrangers : Grande-Bretagne, Italie, pays scandinaves, États-Unis, Inde, Tunisie, Russie, Biélorussie, Ukraine) mais il convoque, en outre, des partis de nature et d'idéologie très différentes, même si l'on peut déplorer l'absence de travaux sur les partis écologistes ou sur les nouvelles formes partisanes issues de

mouvements sociaux (comme *Podemos*) qui revendiquent précisément – même si la réussite en est limitée – une volonté de « faire parti autrement », en échappant aux logiques habituelles de personnalisation, de professionnalisation et de présidentialisation. Enfin, les chapitres présentent une assez grande diversité de focales : depuis la micro-étude de cas jusqu'à des approches plus macro, centrées sur l'évolution des systèmes de partis en Europe par exemple.

Les contributions présentent une valeur assez inégale. Bien que beaucoup d'entre elles proposent des analyses précises et stimulantes, on peut regretter le caractère parfois trop descriptif de quelques autres qui, si elles offrent un intérêt informatif, manquent d'assise sociologique ou échouent à mener une véritable réflexion autour des relations entre démocratie et partis pourtant au cœur de l'ouvrage. Elles n'évitent pas toujours non plus les jugements normatifs, par exemple dans l'usage souvent insuffisamment défini ou maîtrisé de la notion de « populisme ». Il ne s'agit pas cependant ici de résumer ou discuter l'ensemble des chapitres, mais simplement de faire apparaître quelques lignes transversales qui ressortent de la confrontation de ces multiples études. En la matière, un intérêt majeur du livre réside sans nul doute dans la mise en lumière de quelques paradoxes ou ambiguïtés liées aux expériences démocratiques dans ou à travers les partis.

Premièrement, de nombreuses contributions révèlent que des innovations (apparemment) démocratiques ne se traduisent pas nécessairement par une démocratisation effective et qu'elles peuvent même parfois se révéler, au final, antidémocratiques. Ainsi, comme le souligne Fabienne Greffet, l'utilisation des outils numériques par les partis conduit davantage à conforter des publics partisans déjà existants qu'à élargir la base militante ou l'audience des partis ; elle ne suffit pas à développer une démocratie plus participative au sein des partis dans la mesure où elle n'échappe pas au contrôle des équipes professionnalisées. De même, Rémi Lefebvre montre, à travers l'étude de la conversion de l'UMP au mécanisme des primaires ouvertes, comment ce dispositif « est domestiqué par les partis qui les retraduisent et les acclimatent à leurs cultures organisationnelles » (p. 29) et est maîtrisé par les élites dirigeantes. Au lieu de produire plus de démocratie, elle conduit à des effets pervers, en favorisant notamment la diffusion des logiques d'opinion et, par là même, une présidentialisation et une personnalisation accrues de la compétition politique. De manière analogue, Ricardo Brizzi décrit comment le mécanisme des primaires censé assurer, avec d'autres mesures, la démocratisation du système partisan italien a fait, au contraire, apparaître un « homme providentiel », avec la figure de Matteo Renzi, qui conduit à refouler la question de la démocratisation et de la consolidation de la Seconde République.

Réciproquement, d'autres chapitres font ressortir un deuxième paradoxe qui est que la démocratisation peut être parfois une conséquence involontaire ou non recherchée comme telle du fonctionnement des partis ou des transformations des systèmes partisans. Autrement dit, des objectifs démocratiques sont parfois atteints par des moyens qui ne le sont pas. Dans une analyse très fine du fonctionnement du Front de Gauche, Romain Mathieu révèle que la démocratisation de la coalition est d'abord le fruit des relations à la fois conflictuelles et coopératives entre les partis coalisés, autant, si ce n'est davantage, que de leur volonté de se doter d'une organisation conforme à leur idéal démocratique. Étudiant l'essor des nouvelles droites radicales dans les pays scandinaves, Yohann Aucante affirme que ces formations (dont le rapport aux valeurs et principes démocratiques est pour le moins ambigu) ont contribué à renouveler l'offre politique dans un contexte de sclérose du système partisan et ont pu, à leur manière, porter certaines revendications démocratiques (dans certaines propositions visant à renforcer le rôle du Parlement voire certains droits ou libertés, dans la critique même

du comportement et du manque de renouvellement des élites ou de la bureaucratie aveugle...), ne serait-ce que pour se défendre face aux procès qui leur sont faits d'être dangereuses pour la démocratie.

L'ouvrage conduit ainsi à mettre en lumière – troisième paradoxe – le décalage ou le contraste existant souvent entre les intentions, les discours voire les idéologies ou l'idéal professé d'une part et les productions concrètes et la réalité des pratiques d'autre part. Interrogeant la contribution des euro-partis à la démocratisation du système européen, Dominique Andolfatto souligne que ces derniers ne paraissent pas toujours mettre en œuvre les principes qu'ils affichent pour les institutions européennes, n'expérimentent pas la citoyenneté européenne et restent finalement des « structures spécialisées et très élitistes » (p. 177). Dans un tout autre contexte, celui de l'Inde, Virginie Dutoya observe que le BJP (le parti nationaliste indien), dont le discours sur les femmes est très ambivalent, fait non seulement élire plus de femmes que le parti du Congrès (parti de centre-gauche) qui s'est positionné assez tôt en faveur des droits des femmes, mais, en outre, favorise davantage les militantes que le parti du Congrès qui recourt davantage à des réseaux familiaux (les mères, filles et épouses d'élus) et qui entretient, par là, l'image de femmes politiques comme « héritières » ou comme simples « prête-noms ». Plus généralement, on remarque qu'une démocratisation apparente peut être instrumentalisée à des fins purement tactiques de légitimation (interne ou externe) à l'opposé de l'objectif affiché, comme le montre bien la contribution d'Agnès Alexandre-Collier à propos du parti conservateur britannique. La démocratisation formelle du parti conservateur (à travers la mise en place de référendums internes, d'une élection directe du leader, de la mise en place d'élections primaires...), loin de remettre en cause la « loi d'airain de l'oligarchie », s'accompagne même d'une centralisation dans la pratique : cette « démocratisation » toute relative a surtout permis à David Cameron d'asseoir son autorité dans le parti. L'utilisation des formes démocratiques ne relève ainsi parfois que d'une stratégie de conquête ou d'exercice du pouvoir.

En filigrane apparaît finalement la question de savoir dans quelle mesure les partis, agents historiques de démocratisation, ne sont pas aujourd'hui dépassés par les processus de mutation et de renouvellement démocratiques (essor de la « démocratie du public », injonctions participatives...). Un des points forts du livre réside, à cet égard, dans son regard comparatif qui montre que le rôle des partis politiques dans des pays actuellement en transition démocratique apparaît très différent de celui qui a pu être observé dans les vieilles démocraties européennes. Ainsi, dans l'espace post-soviétique qu'examine Alexandra Goujon, les partis n'ont pas été les principaux agents de la démocratisation ou de la consolidation des principes démocratiques, au contraire : en Russie, le multipartisme se caractérise par une compétition électorale très limitée et encadrée qui rend, de fait, impossible toute alternance tandis qu'en Ukraine, où le système est plus concurrentiel, les partis demeurent, comme en Russie, aux mains de groupes d'intérêts politico-financiers. Dans ces pays, comme en Tunisie (étudiée par Élodie Derdaele), la démocratisation s'effectue largement en marge des partis qui ne sont pas conçus comme la meilleure manière de garantir l'expression du pluralisme politique. Dans nos démocraties mêmes, les partis semblent aussi remis en cause dans certaines de leurs missions démocratiques historiques fondamentales, comme celle de la formulation de programmes politiques. Camilo Argibay analyse, de manière très intéressante, comment le Parti socialiste français a largement externalisé cette « fonction » à un *think tank* comme Terra Nova : si celui-ci vient enrichir le travail programmatique du PS, il conduit aussi à court-circuiter ce dernier aussi bien dans l'espace public qu'auprès des décideurs en poste, sans que le PS ne joue le rôle de médiateur ou

de porte-parole. Or un tel *think tank* ne procède pas d'une logique de représentation démocratique mais d'une logique d'expertise (scientifique, économique et administrative). Cette contribution souligne donc la crise de la représentation démocratique que connaissent les partis et met en évidence, comme le montrent également d'autres chapitres (ceux de R. Lefebvre ou de F. Greffet notamment), le déclin du parti militant. Il est peut-être d'ailleurs dommage que cette dimension de l'ancrage social des partis, qui transparaît en creux de certains chapitres et est rapidement évoquée en introduction, ne fasse pas l'objet d'une étude à part entière. Historiquement, l'une des principales contributions des partis à la démocratisation a résidé en effet dans leur capacité à construire des collectifs et à permettre aux groupes marginalisés ou défavorisés de participer au jeu politique. Or, la difficulté des partis à représenter aujourd'hui les classes populaires et à s'imposer comme des instances d'identification collective, d'intégration sociale et de mobilisation idéologique, l'érosion de leurs « milieux partisans » fragilisent leur représentativité et leur rôle démocratiques en les rendant moins aptes à faire office de *gatekeepers* – comme on pouvait le dire dans les années 1960-1970 – entre la société et l'État.

Malgré quelques défauts, l'ouvrage fournit, en définitive, une bonne présentation de recherches en cours (parfois déjà bien connues cependant) sur les partis politiques et pose à nouveaux frais la question de la transformation de ces derniers au regard d'exigences démocratiques – plus ou moins – nouvelles. Si l'on peut sans doute regretter qu'il n'entre pas, sur le plan théorique ou analytique, dans certains débats majeurs de ces dernières années (la question de la cartellisation des partis, par exemple) qui ne sont qu'indirectement abordés, il permet de mettre en évidence les tensions et les contradictions qui traversent non seulement les organisations partisans soumises à ces injonctions mais aussi, au fond, l'ensemble d'un système politique toujours tiraillé entre le principe représentatif et le principe démocratique.